

DÉPARTEMENT DE LA SOMME
CONSEIL DÉPARTEMENTAL
ARCHIVES DÉPARTEMENTALES

**FONDS DES ARCHIVES DÉPARTEMENTALES
DE LA SOMME**

**Visas d'éliminations délivrés aux Services producteurs
d'archives publiques du département de la Somme**

(2016)

160 W

Répertoire numérique détaillé

réalisé par
Charline DESCAMPS, rédacteur territorial,

sous le contrôle scientifique de
Arnaud ESPEL, attaché de conservation du patrimoine,

et sous la direction de
Élise BOURGEOIS, Conservateur en chef du patrimoine, directrice adjointe

Amiens, 2017

SOMMAIRE

<u>SOMMAIRE.....</u>	<u>2</u>
<u>INTRODUCTION.....</u>	<u>3</u>
<u>SOURCES COMPLÉMENTAIRES.....</u>	<u>5</u>
<u>Services du Conseil départemental de la Somme et établissements publics départementaux</u>	<u>6</u>
<u>Conseil départemental de la somme.....</u>	<u>6</u>
<u>Établissement publics départementaux.....</u>	<u>11</u>
<u>Services déconcentrés et établissements publics de l'État à compétence régionale</u>	<u>11</u>
<u>Directions régionales.....</u>	<u>12</u>
<u>Services judiciaires.....</u>	<u>13</u>
<u>Services déconcentrés et établissements publics de l'État à compétence départementale</u>	<u>13</u>
<u>Préfecture de la Somme.....</u>	<u>13</u>
<u>Sous Préfectures de la Somme.....</u>	<u>14</u>
<u>Services départementaux déconcentrés de l'État.....</u>	<u>14</u>
<u>Finances publiques.....</u>	<u>14</u>
<u>Services judiciaires.....</u>	<u>15</u>
<u>Établissements publics de santé</u>	<u>16</u>
<u>Organismes de droit privé chargés de missions de service public, Associations</u>	<u>17</u>
<u>Services du Conseil régional et établissements public régionaux</u>	<u>18</u>
<u>Conseil régional de Picardie.....</u>	<u>18</u>
<u>Établissements publics communaux</u>	<u>18</u>

INTRODUCTION

Présentation du fonds

Le versement 160 W provient du service Aide aux administrations des Archives départementales de la Somme. Il concerne les visas d'éliminations autorisés par le Directeur des Archives départementales de la Somme pour l'année 2016.

Il a été décidé en 2016, d'effectuer des versement réguliers afin de ne pas surcharger les dossiers des services. C'est ainsi que les années 1971 à 2013 ont été archivées¹ en 2016 et les années 2014, 2015 et 2016 en 2017. Les suivantes seront classées au fur et à mesure afin de constituer chaque année un nouveau versement.

D'une importance matérielle de 3 articles, ce versement représente 0,30 mètres linéaires.

L'intérêt historique de ce versement réside dans le suivi régulier des services du département qui assurent une gestion raisonnée de leur archivage en procédant régulièrement à des opérations d'élimination.

Les éliminations d'archives publiques

L'élimination d'archives publiques est une procédure réglementaire qui repose sur une sélection précise des documents à éliminer et sur l'autorisation de destruction accordée par le Directeur des Archives départementales (code du Patrimoine article R 212-14). Ce visa constitue une décharge juridique pour le responsable du service qui a effectué les éliminations.

Des instructions de tri et de conservation, ou circulaires, sont établies à l'échelon national². Lorsque ces circulaires nécessitent des adaptations à la réalité de la gestion des archives des services producteurs, ceux-ci peuvent réaliser leur propre tableau de tri, comme cela est prévu par le code du Patrimoine. Ces tableaux, communément appelés «tableaux de gestion» renseignent pour chaque typologie de documents, la durée d'utilité administrative et le sort final : conservation définitive ou destruction. En ce qui concerne la sélection, la pratique évolue constamment³.

1 Versement 120 W.

2 On peut les trouver sur le site du service interministériel des Archives de France : www.archivesdefrance.culture.gouv.fr

3 Les règles de gestion et de sélection des archives sont explicitées sur le site du service interministériel des Archives de France : www.archivesdefrance.culture.gouv.fr

Après autorisation par le directeur des Archives départementales, il faut procéder à l'élimination physique des documents. Elle consiste en une dénaturation et peut s'opérer par déchiquetage, broyage et/ou recyclage ou par la suppression des fichiers dans le cas d'archives électroniques. Lors de cette opération, toutes les garanties de confidentialité des informations doivent impérativement être réunies.

Communicabilité

Il convient de rappeler qu'aux termes du Code du Patrimoine, les archives publiques sont communicables de plein droit, sauf application de délais spéciaux.

La communicabilité des liasses de ce versement est immédiate.

SOURCES COMPLÉMENTAIRES

Archives départementales de la Somme

- Sous série 3 T :
 - Fonds de la Direction des Archives départementales de la Somme, jusqu'en 1950⁴.

- Série W :
 - 100 W, fonds de la Direction des Archives départementales de la Somme, service Aide aux administrations, ensemble de dossiers constitué après la fermeture ou la réorganisation de plusieurs services de l'État, notamment lors de la Révision générale des politiques publiques (RGPP).
 - 101 W, fonds Joseph Estienne (ancien directeur des Archives de la Somme) fonds non classé.
 - 1500 W, archives de la Direction depuis 1950, classement en cours.
 - 120 W, fonds de la Direction des Archives départementales de la Somme, service Aide aux administrations, ensemble de dossiers constitué des visas d'élimination d'archives pour la période allant de 1971 à 2013.

⁴ La coupure se fait en 1950, et non en 1940 comme pour le reste des archives contemporaines. Cela correspond au changement d'archiviste départemental, Joseph Estienne, laissant la place à cette date à son fils, Jean Estienne.

RÉPERTOIRE NUMÉRIQUE DÉTAILLÉ

ENSEMBLE DE VISAS D'ÉLIMINATION ACCORDÉS AUX SERVICES PRODUCTEURS D'ARCHIVES PUBLIQUES DU DÉPARTEMENT DE LA SOMME

160 W 1

SERVICES DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA SOMME⁵ ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DÉPARTEMENTAUX

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA SOMME

PRÉSIDENTE

Service documentation.

N° 270 du 17 octobre 2016.

GROUPE POLITIQUE FRONT DE GAUCHE SOLIDAIRE ET COMMUNISTE

N° 2016_319 du 16 janvier 2017.

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

N° 016-018 du 14 janvier 2016.

Mission audit, études et évaluations.

N°238 du 4 octobre 2016.

Médiation institutionnelle.

N°084 du 7 avril 2016.

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DES SOLIDARITÉS ET DE L'INSERTION

Siège.

N° 107 du 17 mai 2016.

⁵ Ex Conseil général, devenu Conseil départemental en mars 2015, en application de la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013, et après renouvellement des assemblées.

N° 2016_318 du 16 janvier 2017.

Mission égalité femmes – hommes.

N° 250 du 5 octobre 2016.

Direction Enfance et famille.

N° 2015_304 du 4 janvier 2016.

N° 095 du 21 avril 2016.

N°167 du 12 juillet 2016.

N° 203 du 25 juillet 2016.

N° 204 du 4 octobre 2016.

Direction de la Cohésion sociale et du logement.

N° 001 du 7 janvier 2016.

N° 013 du 28 janvier 2016.

N° 014 du 28 janvier 2016.

N° 052 (pré classement).

N° 265 du 17 octobre 2016.

N° 2016_311 du 17 février 2017.

N° 2016_312 du 16 février 2017.

Maison départementale des personnes handicapées.

N° 120 du 27 mai 2016.

Les Territoires

N° 005 du 11 janvier 2016.

N° 019 du 28 janvier 2016.

N° 2015_290 du 28 janvier 2016

N° 050 du 24 février 2016.

N° 057-059 du 24 février 2016.

N° 060 du 24 février 2016.

N° 063 du 8 mars 2016.

N° 068-069 du 11 mars 2016.

N° 090 du 21 avril 2016.

N° 099 du 2 mai 2016.

N° 113 du 19 mai 2016.

N° 136 du 1^{er} juin 2016.

N° 172 du 12 juillet 2016.

N° 182-183 du 19 juillet 2016.

N° 185 du 19 juillet 2016.

N° 187-188 du 19 juillet 2016.

N° 212 du 9 août 2016.

N° 213 du 9 août 2016.
N° 214 du 9 août 2016.
N° 216 du 9 août 2016.
N° 218 du 18 août 2016.
N° 228-230 du 30 août 2016.
N° 234 du 4 octobre 2016.
N° 251 à 259 du 4 octobre 2016.
N° 273 du 17 octobre 2016.
N° 274 du 17 octobre 2016.
N° 281 du 19 octobre 2016.
N° 282-283 du 20 octobre 2016.
N° 288 du 8 novembre 2016.
N° 303 du 25 novembre 2016.
N° 304 du 29 novembre 2016.
N° 306 du 29 novembre 2016.
N° 2016_320 du 16 janvier 2017
N° 2016_310 du 17 février 2017.

Direction Appui aux solidarités.

N° 091 du 21 avril 2016.
N° 092 du 21 avril 2016.

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE DÉVELOPPEMENT DE LA
PERSONNE ET DES TERRITOIRES

Direction des Transports

N° 2016_314 du 16 janvier 2017.

Direction de la Culture et des patrimoines.

N° 289 du 8 novembre 2016.

N° 287 du 8 novembre 2016.

Direction de l'Appui aux territoires.

N° 004 du 11 janvier 2016.

N° 267 du 17 octobre 2016.

Direction du Développement économique et agricole.

N° 003 du 11 janvier 2016.

N° 263 du 17 octobre 2016.

N° 2016_309 du 16 février 2017.

N° 2016_313 du 16 février 2017.

Direction de l'Environnement et des Énergies.

N° 011 du 12 janvier 2016.

N° 2016_315 du 16 février 2017.

Samara.

N° 173 du 12 juillet 2016.

Laboratoire départemental d'analyses.

N° 239 du 4 octobre 2010.

N° 262 du 18 octobre 2016.

Archives départementales.

N° 065 (Aide aux communes) du 23 février 2016.

N° 078 (archives privées XD) du 21 mars 2016.

N° 085 (archives privées XD) du 21 mars 2016.

N° 101 (archives privées LK) du 19 avril 2016.

N° 106 (AAA) du 25 avril 2016.

N° 108 (secrétariat, archives électroniques) du 11 mai 2016.

N° 116 (AAA, classement 123 W) du 11 mai 2016.

N° 117 (AAA, classement 123 W) du 11 mai 2016.

N° 122 (AAA, classement du 148 W).

N° 125 (H_DEP) du 13 mai 2016.

N° 126 (archives privée XD) du 20 mai 2016

N° 130 (action culturelle).

N° 131 (service éducatif).

N° 132 (bibliothèque) du 24 mai 2016.

N° 133 (AAA, hypothèques) du 25 mai 2016.

N° 134 (aide aux communes) du 27 mai 2016.

N° 139 (secrétariat) du 30 mai 2016.

N° 140 (Service communication) du 31 mai 2016.

N° 141 (AAA) du 1^{er} juin 2016.

N° 143 (AAA, classement 970 W) du 13 mai 2016.

N° 144 (archives modernes) du 1^{er} juin 2016.

N° 147 (classement 119 W) du 8 juin 2016.

N° 166 (AAA) du 13 juin 2016.
N° 168 (organisation et moyens) du 14 juin 2016.
N° 169 (Service éducatif).
N° 170 (AAA) du 15 juin 2016.
N° 171 (AAA).
N° 219 (Numérisation) du 31 mai 2016.
N° 220 (Numérisation) du 1^{er} juin 2016.
N° 221 (secrétariat) du 8 juin 2016.
N° 222 (AAA) du 8 août 2016.
N° 223 (Archives modernes) du 8 août 2016.

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE ÉQUIPEMENT DU DÉPARTEMENT

Politique Haut débit

N° 233 du 4 octobre 2016.

Mission Stratégie littoral.

N° 190 du 19 juillet 2016.

N° 266 du 17 octobre 2016.

Système d'informations géographiques.

N° 016 du 28 janvier 2016.

Direction du Développement des infrastructures.

N° 053 du 24 février 2016.

N° 093 du 21 avril 2016.

N° 114 du 19 mai 2016.

N° 271 du 17 octobre 2016.

N° 286 du 9 novembre 2016.

Direction de l'entretien des infrastructures.

N° 012 du 28 janvier 2016.

N° 056 du 24 février 2016.

N° 102 du 2 mai 2016.

N° 181 du 20 juillet 2016.

N° 189 du 19 juillet 2016.

N° 244 du 4 octobre 2016.

N° 268-269 du 17 octobre 2016.

N° 272 du 17 octobre 2016.

N° 305 du 29 novembre 2016.

N° 2016_317 du 16 février 2017.

Direction Appui administratif et budgétaire.

N° 054 du 24 février 2016.

N° 103 du 2 mai 2016.

N° 215 du 9 août 2016.

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE RESSOURCES

Mission Europe.

N° 061 du 24 février 2016.

Délégation du Développement durable.

N° 055 du 24 février 2016.

Direction des Finances et de la commande publique.

N° 010 du 11 janvier 2016.

N° 034 du 17 février 2016.

N° 051 du 17 février 2016.

N° 135 du 1^{er} juin 2016.

N° 176 du 26 juillet 2016.

N° 264 du 17 octobre 2016.

Direction des Ressources humaines et du dialogue social.

N° 009 du 11 janvier 2016.

N° 049 du 17 février 2016.

N° 094 du 21 février 2016.

N° 119 du 27 mai 2016.

N° 184 du 20 juillet 2016.

N° 225-227 du 30 août 2016.

N° 2016_321 du 16 janvier 2017

Direction de la Logistique et des systèmes d'information.

N° 067 du 11 mars 2016.

ÉTABLISSEMENT PUBLICS DÉPARTEMENTAUX

CENTRE DÉPARTEMENTAL ENFANCE ET FAMILLE

N° 002 du 11 janvier 2016.

N° 100 du 2 mai 2016.

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS

N° 148-150 du 16 juin 2016.

160 W 2

SERVICES DÉCONCENTRÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE L'ÉTAT À COMPÉTENCE RÉGIONALE

AGENCE DEL'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE

N° 128 du 31 mai 2016.

AGENCE RÉGIONALE DE SANTÉ

N° 025-030 du 28 janvier 2016.

N° 109-112 du 17 mai 2016.

N° 210 du 9 août 2016.

N° 301-302 du 25 novembre 2016.

BANQUE DE FRANCE EUROSystème

Courrier n° 03_52/672, réponse négative du 7 mars 2016 .

N° 277-279 du 17 octobre 2016.

CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

N° 211 du 8 août 2016.

CROUS D'AMIENS PICARDIE

N° 079 du 30 mars 2016

N° 096 du 21 avril 2016.

DIRECTIONS RÉGIONALES

DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES

N° 070 du 9 mars 2016.

N° 201 du 19 juillet 2016.

N° 237 du 6 septembre 2016.

N° 285 du 26 octobre 2016.

N° 296 du 8 novembre 2016.

DIRECTION RÉGIONALE DE L'ALIMENTATION, DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT

N° 191-196 du 19 juillet 2016.

N° 231-232 du 31 août 2016.

N° 235-236 du 6 septembre 2016.

DIRECTION RÉGIONALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS DE PICARDIE

N° 294 du 8 novembre 2016.

DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT

N° 088 du 7 avril 2016.

RECTORAT DE L'ACADÉMIE D'AMIENS

N° 164 du 16 juin 2016.

N° 249 du 23 septembre 2016.

UNIVERSITÉ DE PICARDIE JULES VERNE

N° 241 du 10 octobre 2016.

N° 276 du 17 octobre 2016.

SERVICES JUDICIAIRES

TRIBUNAL ADMINISTRATIF D'AMIENS

N° 217 du 16 août 2016.

COUR D'APPEL D'AMIENS

N° 075 du 21 mars 2016.

N° 076 du 22 mars 2016.

N° 104 du 2 mai 2016.

N° 240 du 6 septembre 2016.

**SERVICES DÉCONCENTRÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE L'ÉTAT À COMPÉTENCE
DÉPARTEMENTALE**

PRÉFECTURE DE LA SOMME

DIRECTION DES MOYENS DE L'ÉTAT

N° 297 du 8 novembre 2016.

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ADMINISTRATION
LOCALE

N° 023 du 28 janvier 2016.

N° 038 du 17 février 2016.

N° 152-153 du 13 juin 2016.

N° 198 du 19 juin 2016.

N° 307 du 29 novembre 2016.

DIRECTION DES TITRES ET DE LA CITOYENNETÉ

N° 007 du 21 janvier 2016.

N° 086 du 7 avril 2016.

N° 151 du 13 juin 2016.

N° 115 du 17 mai 2016.
N° 155 du 16 juin 2016.
N° 174 du 12 juillet 2016
N° 284 du 26 octobre 2016.

SOUS PRÉFECTURES DE LA SOMME

SOUS PRÉFECTURE D'ABBEVILLE

N° 290 du 8 novembre 2016.

SERVICES DÉPARTEMENTAUX DÉCONCENTRÉS DE L'ÉTAT

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

N° 2016_323 du 16 janvier 2017

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER

N° 145 du 13 juin 2016.
N° 242-243 du 4 octobre 2016.

FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES

Centre des Finances publiques d'Amiens

N° 032-033 du 17 février 2016.
N° 035-037 du 17 février 2016.
N° 085 du 7 avril 2016.
N° 097 du 21 avril 2016.
N° 074 du 16 mars 2016.
BDE_2016_133_AD80_AAA du 25 mai 2016.
N° 200 du 19 juillet 2016.
N° 209 du 9 août 2016.

N° 2016_323 du 16 janvier 2017

Centre des Finances publiques de Bernaville

N° 291-293 du 7 novembre 2016.

Centre des Finances publiques de Montdidier

N° 008 du 15 janvier 2016.

Centre des Finances publiques de Péronne

N° 179 du 12 juillet 2016.

N° 322 du 27 décembre 2016.

SERVICES JUDICIAIRES

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE D'AMIENS

N° 077 du 22 mars 2016.

N° 105 du 2 mai 2016.

N° 123 du 27 mai 2016.

N° 124 (mai 2016).

N° 127 du 27 mai 2016.

N° 129 du 31 mai 2016.

N° 163 du 16 juin 2016.

N° 208 du 9 août 2016.

TRIBUNAL D'INSTANCE D'AMIENS

N° 021 du 28 janvier 2016.

TRIBUNAL D'INSTANCE D'ABBEVILLE

N° 020 du 28 janvier 2016.

N° 298 du 22 novembre 2016.

TRIBUNAL DE COMMERCE D'AMIENS

N° 047 du 29 février 2016.

TRIBUNAL DES AFFAIRES DE SÉCURITÉ SOCIALE

N° 246 du 4 octobre 2016.

160 W 3

ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE SANTÉ

CENTRE HOSPITALIER D'ABBEVILLE

N° 248 du 23 septembre 2016.

CHU D'AMIENS

N° 048 du 18 février 2016.

N° 207 du 9 août 2016.

N° 247 du 4 octobre 2016.

N° 295 du 8 novembre 2016.

CENTRE HOSPITALIER PHILIPPE PINEL

N° 224 du 19 août 2016.

N° 261 du 17 octobre 2016.

CENTRE HOSPITALIER MONTDIDIER - ROYE

N° 022 du 28 janvier 2016.

N° 064 du 8 mars 2016.

N° 121 du 19 mai 2016.

N° 162 du 16 juin 2016.

N° 199 du 26 juillet 2016.

N° 260 du 17 octobre 2016.

ORGANISMES DE DROIT PRIVÉ CHARGÉS DE MISSIONS DE SERVICE PUBLIC, ASSOCIATIONS

CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE

N° 062 du 25 février 2016.

CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES

N° 080 du 30 mars 2016.

N° 178 du 12 juillet 2016.

N° 275 du 17 octobre 2016.

URSSAF PICARDIE

N° 098 du 22 avril 2016.

N° 154 du 13 juin 2016.

N° 156-161 du 16 juin 2016.

N° 197 du 19 juillet 2016.

ASSOCIATION YVES LE FEBVRE

N° 006 du 11 janvier 2016.

UNION DÉPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE LA
SOMME

N° 118 du 19 mai 2016.

SERVICES DU CONSEIL RÉGIONAL ET ÉTABLISSEMENTS PUBLIC RÉGIONAUX

CONSEIL RÉGIONAL DE PICARDIE

N° 087 du 7 avril 2016.

ÉTABLISSEMENTS PUBLICS COMMUNAUX

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT D'AMIENS

N°039-046 du 23 février 2016.